

PRÉFET DE LA HAUTE-GARONNE

Direction Départementale des Territoires

Service Environnement, Eau et Forêt
Bureau de la Coordination et des Procédures
Réf : FQR

ARRÊTE

de mise en demeure à l'encontre de
la société LINDE GAS à BOUSSENS

N° 0 3 8

Le Préfet de la Région Midi-Pyrénées
Préfet de la Haute-Garonne
Officier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite,

Vu le code de l'environnement ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code du travail ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation du 22 juillet 2005 autorisant la société LINDE GAS à exploiter une installation de fabrication d'hydrogène sur le site de Boussens;

Vu l'étude foudre composée d'une analyse de risque foudre et d'une étude technique réalisée par la société RG Consultants et datée du 2 avril 2010;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées daté du 29 mai 2012 établi suite à la visite d'inspection de l'établissement réalisée le 13 mars 2012 ;

Considérant que les travaux de mise en conformité découlant de l'étude foudre n'ont pas été réalisés alors que le délai de 2 ans octroyé à l'article 21 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 est dépassé ;

Considérant que les notices de vérification et de maintenance prévus à l'article 21 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 n'ont pas été réalisées;

Considérant qu'aucune vérification des installations de protection contre la foudre n'a été réalisée depuis 2010 ;

Attendu qu'il y a lieu de mettre en demeure l'exploitant de régulariser sa situation ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de la Haute-Garonne ;

A R R Ê T É

ARTICLE 1 : La société LINDE GAS est mise en demeure, d'ici le 31 août 2012, de procéder à l'installation des dispositifs de protection et à la mise en place des mesures de prévention issues de l'étude foudre susvisée conformément à l'article 20 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé.

ARTICLE 2 : La société LINDE GAS est mise en demeure de procéder à la vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, prévue à l'article 21 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010, d'ici le 31 octobre 2012.

ARTICLE 3 : La société LINDE GAS est mise en demeure, d'ici le 31 août 2012, de réaliser la notice de vérification et de maintenance prévue à l'article 19 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010.

ARTICLE 4 : A défaut d'exécution dans les délais impartis aux articles 1, 2 et 3, il sera fait application des sanctions administratives prévues à l'article L 514-1 du code de l'environnement, sans préjudice des sanctions pénales.

ARTICLE 5 : Délai et voies de recours :

L'exploitant dispose d'un délai de 2 mois à compter de la notification de la présente décision pour la déférer, s'il le souhaite, au tribunal administratif de Toulouse.

ARTICLE 6 : Le Secrétaire Général de la préfecture de la Haute-Garonne, le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Midi-Pyrénées, inspecteur des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera notifié à la société LINDE GAS.

Toulouse, le 11 1 JUN 2012

Pour le Préfet
et par délégation,
Le Secrétaire Général,

Françoise SOULIMAN